

*Les crédits*

moyenne. La réduction du budget du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire correspond donc exactement à la moyenne. Nous avons fait notre part, ni plus ni moins, dans la lutte cruciale contre le déficit.

• (1045)

Certains soutiennent qu'une fois ajoutées aux réductions directes du budget de l'Agriculture celles du budget des Transports ayant une incidence sur l'agriculture, la proportion de toutes les compressions budgétaires liées au secteur agricole dépasse la moyenne de 19 p. 100. Ce calcul est trompeur, car il ne tient pas compte du programme transitoire mis en place dans le budget pour contrebalancer les répercussions des changements en matière de transport. Quand on rajoute ces mesures transitoires à l'équation pour les trois prochaines années, comme il faut le faire pour établir une comparaison juste, on constate que l'incidence sur l'agriculture correspond effectivement à la moyenne de 19 p. 100. L'équilibre est globalement juste.

Au sein du ministère de l'Agriculture, nous nous sommes également efforcés de maintenir un équilibre interne. En ce qui a trait aux coûts relatifs au personnel, par exemple, nous allons réduire nos effectifs d'un peu plus de 2 000 postes. Cela représente une réduction de 18 p. 100, qui correspond à peu de chose près aux compressions budgétaires globales de 19 p. 100 imposées au ministère.

On peut en dire autant à propos des différents programmes de dépenses du ministère. Prenons par exemple nos programmes de soutien du revenu. Nous avons deux grands programmes de ce genre à Agriculture et Agroalimentaire Canada. Il s'agit, d'une part, du programme de subventions à l'industrie laitière, qui intéresse surtout l'est du Canada, et, d'autre part, de notre programme de sécurité du revenu agricole, qui intéresse surtout l'ouest du pays. Les deux sont réduits du même montant, soit 30 p. 100. Il y a donc équité et équilibre entre l'Est et l'Ouest, d'un secteur agricole à l'autre et dans l'industrie de l'agriculture en général, comparativement à d'autres secteurs de l'économie.

C'est la deuxième raison pour laquelle le budget a été approuvé par la vaste majorité des Canadiens; c'est à cause de son équité.

La troisième raison, c'est que nous avons lié la dure réalité de la diminution des subventions de l'État dans tous les domaines à un programme proactif de renouvellement, de restructuration et d'innovation pour faciliter la transition de l'ancienne économie à la nouvelle et mieux préparer un secteur comme l'agriculture et l'agroalimentaire à soutenir la concurrence internationale.

Tous les agriculteurs du pays, qu'ils viennent de l'Est ou de l'Ouest, sont d'accord sur un point: ils ne veulent pas vraiment de subventions. Ils veulent avoir accès à des conditions de marché équitables et à des prix raisonnables pour gagner leur vie.

C'est pourquoi nous mettons davantage l'accent sur le développement des marchés et le commerce. Dans le cadre de notre budget réduit, une proportion des fonds plus grande que jamais auparavant sera consacrée à la conquête, au maintien et à l'expansion de nouveaux marchés. De même, au chapitre de la recherche, qui constitue le moyen par lequel le Canada peut rester à l'avant-garde mondiale, nous avons trouvé un moyen créatif d'épargner nos précieux impôts tout en augmentant—et je

dis bien en augmentant—les investissements canadiens dans la recherche et le développement agricoles.

Nous allons faire quelque 50 millions de dollars d'économies dans les frais généraux et l'infrastructure de recherche d'ici trois ans ou quelque. Parallèlement, nous allons injecter jusqu'à 70 millions de dollars dans la recherche par l'entremise de coentreprises avec nos partenaires du secteur privé. Nous allons le faire dans le cadre d'une nouvelle initiative appelée Projet de co-investissement pour la recherche en agriculture, lequel a d'ailleurs été fort bien accueilli jusqu'à maintenant par le secteur agricole, même s'il est très nouveau.

Dans le domaine de l'inspection, nous allons maintenir la réputation du Canada, qui est reconnu pour avoir le meilleur système d'inspection agricole du monde, et réaliser aussi des économies. Nous ferons cela en réduisant les coûts, en évitant certains d'entre eux, en en partageant d'autres de même qu'en adoptant une technologie novatrice et en supprimant les chevauchements et les doubles emplois inutiles entre les ministères et les différents paliers de gouvernement.

• (1050)

Je suis heureux de dire que tous mes homologues provinciaux travaillent d'arrache-pied avec moi pour élaborer un système national d'inspection des aliments qui soit de premier ordre, le meilleur du monde et extrêmement rentable.

Nous avons aussi réorienté une partie de nos économies budgétaires vers une série de fonds d'adaptation et de développement rural qui aideront à effectuer certains changements sectoriels qui doivent être faits à la suite du budget et pour que soient mises à profit les perspectives économiques de demain.

Ainsi, il existe un fonds dont le but est de faciliter les changements devant être apportés dans le cadre du Programme d'aide au transport des céréales fourragères. Le secrétaire d'État responsable de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire tient actuellement des consultations afin de déterminer comment ce fonds peut être le mieux utilisé dans les régions du pays qui ne produisent pas de céréales fourragères et qui ont bénéficié jusqu'à maintenant du Programme d'aide au transport des céréales fourragères.

Au chapitre des mesures de protection agricole, notre budget de dépenses global prévoit une série de fonds d'innovation et d'adaptation qui seront établis selon les priorités et les préférences exprimées par les différents secteurs agricoles et les provinces.

L'idée d'un fonds d'innovation ou d'adaptation est envisagée à un moment où, par exemple, d'anciennes mesures de protection comme le programme tripartite de stabilisation prennent fin progressivement et où de nouvelles mesures de protection sont élaborées, comme c'est le cas actuellement en Saskatchewan.

Parmi les autres mesures que nous avons prises dans cette optique et qui concernent le programme laitier, mis à part les réductions de subventions prévues parallèlement à la diminution des mesures de protection visant les autres secteurs, nous avons prévu dans le budget de tenir des consultations avec l'industrie laitière canadienne afin de trouver les meilleures façons d'utiliser, dans l'avenir, les sommes qui resteront au titre des subventions, pour améliorer la compétitivité de l'industrie. Je sais que les représentants de l'industrie laitière de notre pays, y compris